



Organisation des Nations Unies

CONFERENCE DE PRESSE DES NATIONS UNIES DU MERCREDI 22 FEVRIER 2017

Félix Prosper Basse : *Mesdames, mesdemoiselles et messieurs, membres de la presse, auditeurs de Radio Okapi, bonjour et bienvenue à ce rendez-vous hebdomadaire des Nations Unies.*

- **Activités des composantes de la MONUSCO**
- **Activités de l'Equipe-pays**
- **Situation militaire**

Activités des composantes de la MONUSCO

Droits de l'Homme :

Le Bureau Conjoint des Nations Unies aux Droits de l'Homme a organisé du 15 au 16 février 2017 à Beni, un atelier de formation sur la surveillance des manifestations publiques et la protection des victimes et des témoins de violations des droits l'Homme en période électorale.

30 défenseurs des droits de l'Homme, avocats et journalistes, dont 7 femmes, ont participé à cet atelier de deux jours, qui a permis aux participants de mieux comprendre leur rôle dans le suivi des manifestations publiques en période électorale, et les procédures pour la protection des victimes et témoins de violation des droits de l'Homme.

Point sur le soutien des Nations Unies aux opérations de révision du fichier électoral en République démocratique du Congo :

Le soutien des Nations Unies à la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) se poursuit dans le cadre des opérations de révision du fichier électoral.

Les avions cargos de la MONUSCO utilisés dans le cadre de ces opérations viennent d'être déployés à Mombasa (Kenya) afin d'acheminer 11 500 générateurs en provenance de Chine vers les hubs de Dungu, Isiro, Kananga, Kinshasa, Kisangani, Kindu et Mbuji Mayi.

Les premières rotations ont lieu ce mercredi 22 février 2017 à destination de Dungu, Kindu, Kisangani et Kananga avec un total de 928 générateurs. Elles devraient s'étaler sur trois semaines pour un poids total de 966 tonnes.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Les générateurs seront ensuite déployés par les hélicoptères de la MONUSCO vers les antennes difficiles d'accès.

C'est également vers les antennes difficiles d'accès que le déploiement du matériel de révision du fichier électoral a commencé dans l'aire opérationnelle numéro 4 qui regroupe les provinces du Kongo central, Kwango, Kwilu, Mai-Ndombe et Kinshasa.

Les Nations Unies, et notamment la MONUSCO, sont plus particulièrement chargées d'assurer le transport aérien du matériel de révision du fichier électoral depuis Kinshasa vers 16 hubs (ce qui représente 2 410 tonnes) et vers les antennes particulièrement difficiles d'accès (ce qui représente 1 904 tonnes), soit la moitié des 215 antennes réparties sur l'ensemble du territoire congolais.

A ce jour, la MONUSCO a déployé l'intégralité des équipements mis à sa disposition par la CENI à Bukavu, Bunia, Gemena, Kalemie, Kamina, Lubumbashi et Mbandaka.

Au total, ce sont 1 800 tonnes de matériel électoral composé de kits bureautiques, kits d'enregistrement, cartes d'électeurs et générateurs qui ont déjà été transportés par des avions cargos Iliouchine 76 et C-130 Hercules de la MONUSCO sur plus de 120 vols.

Par ailleurs, 16 hélicoptères MI-8 ont déjà effectué plus de 200 rotations entre les hubs et les antennes afin de livrer le matériel dans des zones difficiles d'accès.

Les Nations Unies mettent également à la disposition de la CENI des entrepôts de stockage ainsi que des équipes et matériels de manutention pour les opérations aéroportuaires à Kinshasa et dans les provinces.

Le soutien de l'Organisation des Nations Unies au processus électoral est décrit dans la Résolution 2277 du Conseil de sécurité. Il s'agit, d'une part, d'apporter une assistance technique et un soutien logistique aux opérations de révision du fichier électoral actuellement en cours, et d'autre part, de promouvoir un processus électoral inclusif, crédible et transparent via les bons offices du Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies en RDC.

Activités de l'Equipe-pays

UNICEF : Condamnation de l'utilisation des enfants dans les conflits

Face à l'utilisation d'enfants par des milices dans les Provinces des Kasai, Kasai central, Kasai oriental et au Tanganyika, l'UNICEF, le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance, a publié une déclaration exprimant sa très forte préoccupation concernant l'augmentation du phénomène et ses conséquences dramatiques pour l'intégrité physique et psychologique des enfants et leur scolarité.

L'UNICEF appelle l'ensemble de ces milices pour qu'elles cessent immédiatement cette pratique. L'UNICEF appelle également les Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) à un usage

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

strictement nécessaire et proportionné de la force, les enfants enrôlés par ces milices étant souvent en première ligne et donc directement exposés et majoritairement victimes des affrontements opposant les milices aux Forces Armées.

En vertu de la Loi de 2009 portant protection de l'enfant, il incombe en premier lieu à l'Etat de garantir la protection, l'éducation et la fourniture de soins nécessaires aux enfants dans les conflits armés, les tensions et troubles civils.

Le 28 juillet 2016, la RDC signait la Déclaration d'Oslo sur la Sécurité dans les Ecoles. En endossant cette Déclaration, la RDC s'engageait à promouvoir et protéger le droit à l'éducation dans les situations de conflit armé. Cet engagement est d'autant plus d'actualité que plusieurs écoles ont été occupées ou détruites, les enseignants menacés et de nombreux enfants privés d'éducation dans les zones affectées par ces troubles.

De manière plus générale et au-delà de la condamnation de l'utilisation des enfants dans le conflit, l'UNICEF appuie depuis 2004 le gouvernement de la RDC dans la mise en œuvre de la composante « enfant » du Programme national de désarmement, démobilisation et réinsertion (DDR). L'UNICEF et ses partenaires ont également élaboré, depuis fin 2013, une stratégie de réintégration des enfants sortis des forces et groupes armés axée sur l'accès à l'éducation, à l'apprentissage professionnel et à l'appui économique. Près de 7 000 enfants ont ainsi bénéficié de ces appuis à la réintégration. Durant la période transitoire, différentes activités de soutien psychosocial, éducatif et de préparation à la réinsertion sont apportées aux enfants dans des structures d'encadrement transitoires.

FAO-PAM : Alerte sur les attaques de chenilles sur les cultures de maïs en RD Congo

Des milliers de personnes sont exposées à l'insécurité alimentaire en RD Congo à cause des attaques de chenilles sur les cultures de maïs. Des attaques qui se multiplient : Après la province du Sud-Ubangi, la province du Haut-Katanga et le plateau de Batéké dans la ville province de Kinshasa sont, à leur tour, attaqués par ces insectes ravageurs.

L'alerte a été lancée à Kinshasa le 14 février 2017 par le Ministère de l'Agriculture, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Programme alimentaire mondial (PAM) alors que la culture de maïs est l'une des principales sources de revenus et d'alimentation des ménages congolais et que des pertes de production risquent d'accentuer l'incidence de l'insécurité alimentaire au pays.

Depuis octobre 2016, la culture de maïs est confrontée à des attaques sans précédent causées par des larves d'un lépidoptère inhabituel en RDC identifié sous le nom de « *Spodoptera frugiperda* ».

Selon les dernières évaluations, environ 63 000 hectares des champs de maïs, ce qui représente 80 % de la production, ont été dévastés depuis la mi-décembre par les chenilles dans les territoires de Kambove, Kasenga, Kipushi et Pweto, zones frontalières à la Zambie. Ce qui présage une très mauvaise récolte pour la campagne agricole 2016 – 2017. Déjà, ces attaques ont engendré une hausse du prix du maïs, dont le sac de 25 kg est passé de 10 à 30 dollars.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Si les dégâts causés par les ravageurs s'aggravent, cela pourrait présager de très mauvaises récoltes pour les campagnes agricoles futures, une rareté de semences à venir et une crise pour la disponibilité de certains aliments.

La situation causée par les chenilles est très préoccupante d'autant plus que les trois aliments de base en RDC (à savoir : le manioc, la banane et le maïs) sont actuellement affectés par des maladies très destructrices. Le manioc et le bananier subissent des attaques respectives de la striure brune de manioc et du wilt bactérien qui sont en train d'anéantir la production.

Conscient de la gravité actuelle de la situation au pays, le Ministère de l'Agriculture lance un appel aux partenaires de développement pour qu'ils s'associent à la FAO, au PAM et aux différentes universités du pays afin de constituer une coordination capable de prévenir, détecter et réagir rapidement à toute nouvelle menace de parasites et de maladies. Parmi les premières mesures mises en œuvre : la sensibilisation et la formation des producteurs afin de stopper l'invasion.

HCR : Le rapatriement des réfugiés rwandais en RDC reprend

Le rapatriement volontaire de réfugiés rwandais vivant en République démocratique du Congo (RDC) a repris le 20 février 2017. 100 réfugiés rwandais sont rentrés chez eux par la grande barrière de Goma, dans la province du Nord-Kivu. Leur retour, le premier de l'année, a été organisé par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) conjointement avec les autorités de la RDC et du Rwanda. Plusieurs centaines de candidats au rapatriement attendent encore leur retour dans les semaines à venir.

Un deuxième convoi est prévu pour cette semaine à partir de Goma. Ensuite, il est prévu que les convois de rapatriement volontaire se poursuivent au rythme de deux par semaine

En 2016, le HCR a rapatrié 6 066 réfugiés rwandais depuis Goma et Bukavu avant la suspension de cette opération le 14 décembre et la mise en place de nouvelles mesures pour renforcer le contrôle et exclure les cas de fraude qui seront orientés vers les autorités. En outre, le paquet de retour donné aux candidats au rapatriement volontaire a été réévalué. En effet, pour assurer une bonne réintégration des rapatriés, ils reçoivent désormais une allocation en cash. Les adultes reçoivent l'équivalent de 250 dollars américains.

A cela s'ajoute la ration alimentaire fournie par le Programme alimentaire mondial (PAM) pour couvrir une période de trois mois, contre la ration et les articles ménagers essentiels uniquement auparavant. Les mineurs ont droit à 150 dollars américains plus 3 mois de ration alimentaire du PAM.

Depuis 2015, le HCR et la Commission nationale pour les réfugiés (CNR) ont enregistré avec la biométrie plus de 42 000 réfugiés rwandais installés de longue date en République démocratique du Congo.

Le rapatriement organisé par les autorités avec le HCR, s'applique seulement aux réfugiés, c'est-à-dire aux civils. Ce processus est distinct du retour des ex-combattants.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org - tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

HCR : Le Japon soutient les réfugiés centrafricains en RDC avec plus de 2,5 millions de dollars

Le Gouvernement du Japon vient d'accorder 2 584 000 dollars américains au Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) pour la protection et l'assistance en faveur des réfugiés centrafricains en République démocratique du Congo (RDC).

Cette contribution permettra au HCR et ses partenaires d'intervenir dans plusieurs domaines, y compris les soins de santé, les mesures contre la malnutrition, l'éducation et l'accès à l'eau.

Il y a actuellement près de 103 000 réfugiés centrafricains dans le nord de la RDC. Ils vivent en majorité dans cinq camps, d'autres vivent avec les populations autochtones. Les besoins humanitaires sont énormes. La politique d'assistance du HCR s'oriente davantage sur l'autonomisation des personnes relevant de son mandat.

Le soutien du Japon est d'autant plus important que le soutien aux réfugiés centrafricains se heurte à de grandes difficultés financières. En 2016, le HCR n'a reçu que 9 % des 57 millions de dollars recherchés pour assister ces réfugiés et leurs communautés hôtes.

Le Gouvernement du Japon est l'un des principaux donateurs du HCR en RDC, mais également au niveau global.

La MONUSCO et le PNUD unissent leurs efforts pour soutenir le secteur de la justice en RDC :

Plus de 500 000 dollars américains vont être mis à la disposition du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) par la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) pour la mise en œuvre d'un projet d'appui au secteur de la justice en République démocratique du Congo (RDC).

Ce projet se base sur les priorités établies par le Gouvernement congolais à travers le ministère de la Justice et des Droits Humains et le Conseil supérieur de la magistrature. Le bureau du PNUD en RDC aura la responsabilité de la mise en œuvre d'activités dans les deux domaines prioritaires liés au mandat de la MONUSCO : soutenir l'établissement de la redevabilité de la justice et du système carcéral en RDC.

Plusieurs résultats sont attendus :

- L'élaboration et la validation d'une stratégie sectorielle en matière de réforme de la justice ;
- L'amélioration de la qualité et la régularité des inspections des juridictions, des offices et des établissements pénitentiaires afin d'assurer l'effectivité de la réforme judiciaire ;
- Une réduction de la surpopulation carcérale dans les établissements pénitentiaires ciblés (Nord-Kivu, Sud-Kivu, Ituri et Kinshasa).

Ce projet est la concrétisation de l'une des recommandations des états généraux de la justice organisés en 2015 à Kinshasa.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org ; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Aide alimentaire aux personnes retournées dans la Province du Haut-Katanga :

D'octobre 2016 à janvier 2017, l'ONG internationale Vision du Monde (World Vision) et le Programme alimentaire mondial (PAM) ont distribué une assistance en cash à près de 15 000 personnes déplacés qui ont regagné leurs milieux d'origine répartis dans 25 villages situés dans les chefferies de Kasama et Mwenge, dans le territoire de Pweto dans la Province du Haut-Katanga. Ce sont plus de USD 530 000 qui ont été distribués pour un montant variant de USD 49 à 70, défini selon la taille du ménage.

Selon le PAM, cette distribution de cash inconditionnel en lieu et place de la distribution de vivres présente l'avantage de soutenir l'économie locale et d'encourager le redressement économique dans ce territoire de Pweto qui a été longtemps affecté par les conflits armés et le manque de diversification alimentaire.

Cependant près de deux mois après avoir fui des violences intercommunautaires dans la province voisine du Tanganyika, plus de 35 000 personnes n'ont toujours pas reçu d'assistance, faute de ressources disponibles. Ils ont en priorité besoin de soins médicaux, d'eau potable, et d'éducation d'urgence pour les enfants. Le PAM prévoit d'y acheminer de la nourriture avant la fin du mois de février.

Situation militaire

(Par le Colonel Serge Haag, porte-parole militaire de la MONUSCO)

La situation sécuritaire dans la ville-province de Kinshasa et dans les autres provinces situées dans les parties centrale et orientale de la République Démocratique du Congo, a été jugée volatile mais sous contrôle, pendant la période sous examen.

Au Kasai Central, la situation sécuritaire demeure tendue, volatile et imprévisible, du fait de l'activisme des miliciens rapporté dans cette partie du pays.

Toutefois, l'Equipe mobile d'évaluation de la MONUSCO déployée conformément à son mandat dans cette province, et dans le but de prévenir les violations des droits de l'Homme, de mener des enquêtes sur ce sujet, et de s'assurer de la protection des populations civiles ; poursuit normalement sa mission.

Le 18 février 2017, des troupes appartenant aux Forces de Réaction Rapide de la Force de la MONUSCO, ont été promptement déployées dans la région située à 8 kilomètres au Nord de l'aéroport de Kananga, et assuré la protection du "Grand Séminaire Theologicum Christ-Roi Malole", suite au pillage perpétré dans cette institution.

Dans les provinces de Haut et de Bas-Uélé, la situation sécuritaire a été respectivement caractérisée par une série d'évasions d'individus kidnappés par les éléments de l'Armée de Résistance du Seigneur (LRA), et par une résurgence d'activités négatives de ce groupe armé.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org - tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Dans la province du Haut-Uélé, la pression exercée par les activités militaires menées par l'armée congolaise soutenue par la Force de la MONUSCO sur les éléments de la LRA, favorise l'évasion de plusieurs civils kidnappés par les rebelles de cette force négative.

A cet effet, les 14 et 15 février 2017, cinq (05) individus kidnappés par la LRA dans les localités de Babile (12 kilomètres au Sud-ouest de Doruma) et de Payau (4 kilomètres de Doruma), se sont échappés grâce à la pression exercée par les activités militaires et la présence des Forces congolaise et onusienne dans les régions de Bamunga et de Naparka, situées respectivement à 12 et 75 kilomètres au Sud-ouest et au Nord-ouest de Doruma.

Dans la province de Bas-Uélé, les Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC), soutenues par la Force de la MONUSCO, poursuivent avec détermination leurs activités militaires, dans le but de mettre un terme à la recrudescence de l'activisme des éléments de la LRA, lié aux pillages perpétrés contre les populations civiles.

Le 14 février 2017, dix (10) éléments de la LRA ont tendu une embuscade à quatre (04) chasseurs dans la localité de Limbisa, située à 157 kilomètres au Nord de Bondo, pillé tous leurs biens, et forcé ces derniers à les porter.

Les assaillants ont tiré sur l'un d'entre eux, qui s'est échappé et a été admis au centre de santé de Ndengu, situé à 125 kilomètres au Nord de Bondo, où des soins appropriés lui sont administrés.

En Ituri, la Force de la MONUSCO apporte son soutien à l'armée congolaise engagée dans la lutte contre les attaques menées dans le territoire d'Irumu, par les éléments du Front de Résistance Patriotique de l'Ituri (FRPI), contre les positions des FARDC et les populations civiles.

Les 11 et 12 février 2017, des éléments du FRPI aux ordres du "Colonel" Mbadu, ont investi les positions des FARDC basées à Ruzinga Mukubwa, à 15 kilomètres au Nord de Gety.

Les troupes de l'armée congolaise ont riposté et repoussé les assaillants vers la colline d'Asimbe, située dans la localité de Matalatala, à 37 kilomètres au Sud-ouest d'Aveba.

Dans la nuit du 14 au 15 février 2017, environ cinquante (50) éléments du FRPI ont attaqué des positions des FARDC situées à Kengelo.

Alertés, des Casques bleus de la Force de MONUSCO basés à Aveba, ont été immédiatement projetés sur les lieux, appuyé les FARDC et repoussé les assaillants vers les localités d'Aveba Mdogo et de Mogbe.

Dans la même nuit, des miliciens du FRPI ont lancé une attaque contre des positions des FARDC situées dans la localité de Kaswara, à 3 kilomètres au Nord-est d'Aveba, et jeté au feu un garçon de 4 ans.

Sitôt informées, des troupes de la Force de la MONUSCO basées à Aveba, ont été redéployées dans la région affectée, et mené des patrouilles intensives de domination de terrain jusqu'à Tchekele, dans le but d'interdire toute autre incursion dans la zone, mais également, de protéger les populations civiles.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukoki@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordinatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

D'autres soldats de la paix de la Force de la MONUSCO basés à Gety, ont été redéployés en renfort à Kaswara, dans le but d'y maintenir une présence dissuasive, de rassurer et de protéger aussi les populations locales.

Le 15 février 2017, des miliciens non identifiés ont fait incursion dans la localité de Lakpa, située à 14 kilomètres au Nord-est de Gety, et kidnappé l'ex-chef de la collectivité Walendu Bindi.

Une opération conjointe de bouclage et de ratissage MONUSCO-FARDC-PNC (Police Nationale Congolaise) a aussitôt été déployée dans la région, où les assaillants ont été vigoureusement engagés et repoussés, et l'otage libéré.

À l'issue de cet incident, la Force de la MONUSCO a déployé ses troupes dans la zone, et mené des patrouilles intensives de domination de terrain, dans le but d'interdire d'autres incursions, de rassurer et de protéger les populations civiles.

Le 16 février 2017, des éléments du FRPI ont attaqué des positions des FARDC situées dans la localité de Ngongi B, à 2 kilomètres au Sud d'Aveba. Les militaires congolais ont riposté et repoussé les assaillants.

Le 17 février 2017, des rapports concordants ont fait état de la libération de dix-huit (18) enfants, suite à la conduite pendant la période sous examen, des opérations vigoureuses par les forces coalisées FARDC-MONUSCO contre des positions du FRPI situées dans la localité de Batumbi, à 7 kilomètres de Gety.

Ces enfants, garçons et filles, âgés de 14 à 17 ans, victimes de graves violations des droits de l'enfant, ont été détenus pendant deux mois à trois ans par leurs ravisseurs, et utilisés comme porteurs des biens pillés, combattants, cuisiniers, espions, gardes de corps et concubines.

Grâce à cette action de libération menée par les Forces congolaise et onusienne, ces enfants ont reçu des soins appropriés administrés par une Organisation Non Gouvernementale (ONG) partenaire. Dix (10) d'entre eux ont été réunis avec leurs familles et les autres dont le processus est en cours, demeurent dans la phase transitoire avec les familles d'accueil.

Dans la nuit du 18 au 19 février 2017, des éléments du FRPI ont fait incursion dans la localité d'Ozoba, située à 5 kilomètres à l'Ouest d'Aveba, et pillé des biens domestiques.

Des troupes des FARDC projetées rapidement sur le terrain, ont engagé et repoussé les assaillants.

Au Nord-Kivu, la situation sécuritaire jugée volatile et imprévisible, a été caractérisée par la lutte menée par l'armée congolaise soutenue par la Force de la MONUSCO, contre l'activisme de plusieurs groupes armés rapportés dans les différents territoires de cette province.

Dans le territoire de Beni, les Forces de Défense et de Sécurité congolaises poursuivent avec le soutien de la Force de la MONUSCO, les offensives contre les éléments de l'Alliance des Forces Démocratiques (ADF), dans le but de mettre un terme aux exactions perpétrées contre les populations civiles.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org ; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Le 14 février 2017, dix (10) individus, dont trois (03) enfants, ont été kidnappés par des éléments supposés appartenir à l'ADF dans la localité de Kididwe-Mayangose, située à 12 kilomètres à l'Est de Beni.

Une (01) femme et ses deux (02) filles, ont été relâchées par les assaillants pour des raisons de santé, tandis que les sept (07) autres civils demeurent toujours en détention.

Les Forces coalisées FARDC-MONUSCO demeurent en alerte maximale, et surveillent étroitement cette situation, afin d'intervenir et d'y trouver un dénouement rapide.

Le 15 février 2017, un (01) élément de l'ADF actif dans la localité de Makisabo, située à 27 kilomètres au Nord-ouest de Mutwanga, a été appréhendé par la PNC.

Dans le territoire de Rutshuru, les Forces congolaise et onusienne poursuivent leurs offensives contre les groupes armés actifs, dans le but de les neutraliser et de protéger les populations civiles.

Le 13 février 2017, la Force de la MONUSCO a mené des activités militaires dans la localité de Kasoko, située à 6 kilomètres au Sud de Nyanzale, et arrêté trois (03) éléments du groupe Mayi-Mayi en possession de deux (02) armes AK-47.

Le 17 février 2017, des troupes de l'armée congolaise ont au cours de leurs offensives menées dans la localité de Bikenge, située à 3 kilomètres au Nord-est de Ntamugenga, arrêté un (01) élément du M23.

Le même jour, des éléments du groupe Mayi-Mayi Mazembe ont fait incursion dans la région située près de la localité de Kyahala, à 10 kilomètres au Nord-ouest de Nyanzale, tué des civils et blessé quatre (04) autres.

Sitôt informée, la Force de la MONUSCO a projeté sur les lieux des troupes d'intervention rapide qui ont secouru et retourné dans leurs communautés onze (11) individus, et évacué également vers Nyanzale les quatre (04) blessés, pour une prise en charge médicale efficiente.

Le 18 février 2017, la Force de la MONUSCO a déployé des patrouilles intensives de domination de terrain dans la région, dans le but d'interdire d'autres incursions, de rassurer et de protéger les populations civiles.

Le 19 février 2017, la Force onusienne a déployé des troupes additionnelles dans la zone, dans le but de renforcer les unités sur le terrain.

Dans le territoire de Masisi, l'armée congolaise soutenue par la Force de la MONUSCO, maintient la pression sur les forces négatives, dans le but de les neutraliser.

Le 14 février 2017, le "Colonel" Bigira Bagabo du groupe Mayi-Mayi Nyatura, a été capturé en possession d'une (01) arme AK-47, au cours d'une activité d'extorsion d'argent des populations civiles dans la localité de Kibarizu, située à 18 kilomètres à l'Ouest de Kitshanga.

Les unités des FARDC l'ont transféré à Goma pour sa prise en charge.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org ; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Dans la région de Goma, le 14 février 2017, l'opération dénommée « **Eagle Eye III** » (**Œil de l'Aigle III**), menée par la Force de la MONUSCO dans le but de mettre un terme aux activités négatives perpétrées par des éléments des Forces Démocratiques de Libération du Rwanda (FDLR) dans la région des Monts Nyiragongo et Nyamulagira, est arrivée normalement à son terme, après avoir atteint ses objectifs.

Au chapitre des redditions dans la province, du 15 février 2017 à ce jour, vingt-cinq (25) éléments en provenance des groupes armés, se sont rendus aux troupes des Forces congolaise et onusienne déployées dans la province.

Il s'agit de : **douze (12) des Forces Démocratiques de Libération du Rwanda (FDLR), dix (10) du groupe Mayi-Mayi Kifuafua, deux (02) du groupe Mayi-Mayi Nduma Défense du Congo-Rénové (NDC-R) et un (01) du groupe Mayi-Mayi Nyatura.**

Au Sud-Kivu, les Forces congolaise et onusienne maintiennent sous leur contrôle la situation sécuritaire, par la conduite des activités militaires menées contre les groupes armés actifs.

L'unité "Riverine" de la Force de la MONUSCO a également porté secours à plusieurs naufragés et bateaux, pendant la période sous examen.

Le 12 février 2017, trois (03) miliciens Burundais de "FOREBU" en déplacement sur l'axe Bukavu-Ngomo, ont été arrêtés par les troupes des FARDC.

Le même jour, l'unité "Riverine" de la Force de la MONUSCO, a repêché dix-neuf (19) survivants du naufrage d'un bateau ayant chaviré près de l'île de Ntaligeza, située à 70 kilomètres au Nord-est de Bukavu.

Le 17 février 2017, les unités "Riverine" et lacustre de la Force de la MONUSCO et de la PNC, ont secouru cent (100) individus naviguant dans sept bateaux piégés dans une tempête sur le lac Kivu, et escorté ces derniers jusqu'à Bukavu.

Au Tanganyika, la situation sécuritaire demeure tendue et imprévisible, suite aux conflits interethniques rapportés entre les communautés Luba et Twa.

Toutefois, les Forces coalisées FARDC-MONUSCO maintiennent leur présence dans les différentes régions touchées, dans le but de lutter contre l'activisme des miliciens appartenant aux deux ethnies, mais également, de favoriser et de sécuriser les campagnes de sensibilisation à la réconciliation.

Enfin, la Force de la MONUSCO a mené de nombreuses patrouilles armées, de jour comme de nuit, et fourni plusieurs escortes pendant la période sous examen.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org ; Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org ; tél +243 997 06 88 04